

DREAL-UD69-BB  
DDPP-SPE-AC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2026-56**  
**actualisant les prescriptions applicables à l'installation exploitée**  
**par la société DAIKIN CHEMICAL FRANCE**  
**rue Chemin de la Volta à Oullins-Pierre-Bénite**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Commandeur de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 août 2003 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société DAIKIN CHEMICAL FRANCE dans son établissement situé chemin de la Volta à Pierre-Bénite ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL-2022-132 du 20 mai 2022 prescrivant une surveillance des rejets aqueux des substances per- et polyfluoroalkylées ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL-2022-172 du 1er juillet 2022 prescrivant la mise en œuvre d'un programme de mesures des substances per- et polyfluoroalkylées dans l'environnement du site ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL-2022-222 du 13 septembre 2022 actualisant la surveillance des rejets aqueux des substances per- et polyfluoroalkylées ;

VU l'arrêté préfectoral n° n° DDPP-DREAL-2023-140 du 7 juillet 2023 prescrivant notamment un programme complémentaire de mesures environnementales en 2 temps (<500 m puis > à 500 m), surveillance des émissions atmosphériques canalisées, étude de dispersion et émissions de poussières, actualisation de la surveillance des rejets aqueux, la réalisation d'une Interprétation de l'état des milieux (IEM) et d'une évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS), l'actualisation de la surveillance des eaux de surface, sédiments, faune et flore, la prise en compte des PFAS dans la surveillance des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL-2024-82 du 14 mai 2024 prescrivant des corrections et précisions à des arrêtés préfectoraux du site ; des compléments au programme de suivi des eaux souterraines ;

VU le plan d'actions interministériel sur les PFAS, avril 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées UDR-CRT-26-9-BB daté du 5 février 2026 ;

VU la lettre du 5 mars 2026 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté en date du 27 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT que le site DAIKIN CHEMICAL FRANCE de Oullins-Pierre-Bénite a utilisé et utilise certaines substances per- et polyfluoroalkylées dans ses procédés ;

CONSIDÉRANT que certaines substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés au titre de l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de poursuivre les mesures PFAS aux émissaires ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de poursuivre les mesures PFAS air ambiant sur des préleveurs passifs, complétées par des mesures sur des préleveurs actifs ;

CONSIDÉRANT que la mise en place d'ouvrage normé de surveillance des eaux souterraines permettra la production de résultats sous forme de courbes d'isoconcentration ;

CONSIDÉRANT que l'eau industrielle est fournie par ARKEMA qui procède déjà à des analyses PFAS, et que cette consommation est négligeable (de l'ordre de 2%) par rapport à l'utilisation de l'eau potable et déminéralisée ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1er : Objet**

La société DAIKIN CHEMICAL FRANCE, dont le siège social est situé chemin de la Volta à Pierre-Bénite, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires définies dans les articles suivants pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Pierre-Bénite, chemin de la Volta.

Ces dispositions complètent les prescriptions des actes antérieurs qui restent applicables.

### **ARTICLE 2 : Modification du programme de surveillance des eaux souterraines**

L'alinéa 3 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2024-82 du 14 mai 2024 est remplacé par :

« La surveillance des eaux souterraines hors site sera réalisée par le biais des ouvrages : Pz12, PzSTEP, BSS31 ainsi que des puits privés RJ-1, RJ-5, RJ-3, RJ-17 et RJ-24 ainsi que les nouveaux ouvrages normés PzHS01, PzHS02, PzHS03, PzHS04, PzHS05, PzHS06, et PzHS07 ».

Le plan de positionnement des piézomètres extérieurs (PzH) est précisé en annexe 1 du présent arrêté.

Cette surveillance peut être mutualisée au niveau de la plate-forme.

Les analyses précitées sont renouvelées, à fréquence semestrielle.

### **ARTICLE 3 : Mesures de PFAS dans les émissions atmosphériques canalisées**

Les mesures aux émissaires visées à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL-2023-140 du 7 juillet 2023 sont renouvelées pour 2 ans, à fréquence annuelle.

La désignation des émissaires devient :

- Rejet air après traitement (bacs de dispersion et bâtiments de finition) ;
- Etuves labo.

Les autres alinéas de l'article 3.1 restent inchangés.

### **ARTICLE 4 : Mesures de PFAS dans l'air ambiant**

L'article 4 relatif aux mesures des émissions de poussières de l'arrêté n° DDPP-DREAL-2023-140 du 7 juillet 2023 est remplacé par :

« La campagne de mesures dans l'air ambiant visée de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL-2022-172 est renouvelée par la mesure des PFAS visés en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL-2023-140 du 7 juillet 2023 .

Les mesures intègrent la fraction particulaire, des systèmes de captation sont disposés à cet effet, autour du site dans l'axe des vents dominants et dans l'axe des ateliers, ainsi que sur des points témoins judicieusement choisis.

Un protocole de mesures précise notamment les normes de référence, lorsqu'elles existent, sur lesquelles s'appuie le laboratoire pour effectuer les mesures.

Les mesures sont réalisées par des préleveurs passifs selon le positionnement en annexe 2. Ces mesures sont complétées par des prélèvements actifs a minima sur les paramètres visés en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL-2023-140 du 7 juillet 2023

Les sites de mesures (3) sont désignés Oullins-Pierre Bénite-Nord, Oullins-Pierre-Bénite Sud, Lyon Centre. Le positionnement des préleveurs actifs (géolocalisation et représentation cartographique) sera précisé dans le rapport infra.

Une campagne conjointe mesures passives/actives est réalisée au plus tard le 31 décembre 2026.

Les conditions d'activité devront systématiquement être précisées dans le rapport. En particulier, l'exploitant veillera à ce que les mesures soient réalisées dans une période représentative de plus forte activité du site (en particulier, avec fonctionnement de toutes les installations susceptibles de rejeter des PFAS).

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, au plus tard 15 jours après réception, le rapport d'analyses commenté. »

### **ARTICLE 5 : Suivi des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux**

La surveillance de la teneur en PFAS des eaux industrielles prévue par le 2ème paragraphe du point 4.5.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 août 2003 modifié est supprimée.

### **ARTICLE 6 : Frais**

Les études et analyses mentionnées aux articles supra sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 7 : Publicité**

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Oullins-Pierre-Bénite et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie d'Oullins-Pierre-Bénite pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire d'Oullins-Pierre-Bénite fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 8 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1<sup>er</sup> jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (société DAIKIN CHEMICAL FRANCE, Chemin de la Volta à Oullins-Pierre-Bénite), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

#### **ARTICLE 9 : EXÉCUTION**

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire d'Oullins-Pierre-Bénite sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DAIKIN CHEMICAL FRANCE.